10 septembre et après : tous mobilisés !

Le 30-08-2025

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le 10 septembre, il est possible que le gouvernement Bayrou soit tombé, sauf manœuvre d'une partie des députés socialistes et consorts. Mais le projet de budget sera toujours là, prêt à être repris, voire aggravé par la droite actuellement aux manettes et il est de bon augure que l'annonce de la chute probable du gouvernement Bayrou ne remette pas en cause la mobilisation du 10 septembre.

L'appel au blocage de la France le 10 septembre reste d'actualité

L'appel émane de diverses sources et semble un peu confus, confusion entretenue par les média pour le discréditer alors que l'heure est plus que jamais à la mobilisation. Les sondages le montrent, une majorité de Français est favorable au mouvement qui se dessine. Parmi les personnes interrogées, 63 % déclarent « adhérer au mouvement », quand 26 % y sont opposées et 11 % y sont indifférentes, 58 % sont favorables au blocage du pays et 70 % favorables « *au fait qu'il y ait des manifestations pour protester contre le budget du gouvernement* ». (sondage de Toluna - Harris Interactive pour RTL)
Les personnes les plus favorables au blocage soutiennent majoritairement le parti Europe Écologie, les Verts (80 %), puis les partisans de La France insoumise (79 %), et enfin ceux du Rassemblement national (77 %). On note que ce soutien présente une certaine hétérogénéité politique - qui est représentative de l'actuelle Assemblée nationale et de la société française - mais, quoiqu'il en soit, les Français, dans leur grande majorité, sont opposés au projet de budget Bayrou-Macron et ils ont raison.

Les partis politiques de gauche (sauf François Hollande, le «pourfendeur de la finance») appellent à soutenir le mouvement. Sous la pression de ses organisations locales et de certaines de ses fédérations, la direction de la CGT participera à cette première journée de mobilisation populaire et souhaite que celle-ci soit une « *étape réussie* ». C'est une bonne chose quand on se souvient de la méfiance affichée envers les gilets jaunes avant le 18 novembre 2018. Le syndicat Solidaires soutient le mouvement. Quant à la CFDT de Marylise Léon, elle exclut d'entrée de jeu d'apporter un soutien à cet appel à paralyser la France : « *Les modes d'action privilégiés ne sont pas les nôtres. Tout bloquer, la désobéissance, ce n'est pas la méthode CFDT* ». Et pour cause, cette organisation prône depuis longtemps l'accompagnement servile des politiques néolibérales. L'Unsa de son côté est «prudente»… Une vieille habitude qui a toujours conduit le mouvement syndical dans l'impasse. Enfin Frédéric Souillot, secrétaire général de Force ouvrière, a déclaré qu'il se tenait « *à distance* » du mouvement, pendant que des unions locales de son syndicat appellent à participer au mouvement. Ainsi, les directions syndicales sont débordées par leurs bases et c'est un signal fort.

Le prétexte de la dette…

Si on ne peut pas nier la réalité de la dette, elle n'est pas due aux excès de dépenses sociales mais causée par le coût de ses intérêts qui ne profitent qu'aux banques et aux spéculateurs, puisque, en effet, la Banque centrale européenne (BCE) ne prête pas aux Etats mais aux banques privées qui prennent leur (gros) bénéfice au passage ! Cette augmentation sans précédent de la dette est due également à la politique de cadeaux aux entreprises de Macron - diminution des impôts sur le capital, exonération de cotisations sociales – et des envois d'armes à l'Ukraine. L'augmentation de la dette est corrélée avec l'interdiction, depuis 1973, du financement des investissements publics par la Banque de France, interdiction intégrée dans les traités de l'Union européenne, et l'obligation d'emprunter sur les marchés financiers, au seul bénéfice des banques privées et des spéculateurs. Si nous dépendons des prêteurs comme s'en alarme Bayrou, c'est bien que les gouvernements européistes successifs leur ont donné les clés. (1)

Pour Macron et les siens ainsi que pour l'UE, la dette est un prétexte, voire une action délibérée, pour continuer à détruire la protection sociale et les services publics et pour ne pas toucher aux profits des grands actionnaires. Tous ceux qui ont appliqué cette politique sont complices de la dictature des marchés financiers et leur objectif est de conforter les politiques néolibérales mises en place depuis trois à quatre décennies.

… et la pression de l'UE

Dans ses recommandations (lire injonctions) relative aux politiques économique, sociale, de l'emploi, structurelle et budgétaire de la France, du 5 juin 2025, le Conseil de l'Europe « recommande », entre autres de :

1. *renforcer ses dépenses globales et son état de préparation en matière de défense, conformément aux conclusions du Conseil européen du 6 mars 2025 ; à respecter les taux de croissance maximaux des dépenses nettes recommandés par le Conseil le 21 janvier 2025, en vue de mettre un terme à la situation de déficit excessif ; à mettre en œuvre l'ensemble des réformes et des investissements qui sous-tendent la prolongation de la période d'ajustement, comme recommandé par le Conseil le 21 janvier 2025.*
2. *étant donné les délais applicables, en vertu du règlement (UE) 2021/241, pour l'achèvement en temps utile des réformes et des investissements, à accélérer la mise en œuvre effective du plan pour la reprise et la résilience, […], afin d'améliorer la compétitivité ;*
3. *à simplifier davantage les règles, à réduire les charges administratives et les restrictions réglementaires sur les entreprises, en particulier dans le secteur des services ; à renforcer l'intensité des dépenses de R&D des entreprises, notamment en ciblant mieux les régimes d'aides publiques qui encouragent la R&D des entreprises et favorisent la diffusion de l'innovation et en rendant plus efficace l'écosystème qui soutient la collaboration entre les universités et les entreprises; à améliorer la numérisation des PME, y compris en améliorant l'efficacité des mesures existantes de soutien public dédiées à cet objectif ;* (2)

Et ce n'est pas le fruit du hasard si l'on retrouve toute la politique qu'applique servilement Macron et ses gouvernements de réduction de la protection sociale (retraites, chômage, sécurité sociale), de destruction et de privatisation des services publics (santé, éducation) et d'aide sans contrepartie aux entreprises capitalistes.

Alors, la mobilisation sociale indispensable qui s'annonce devra-t-elle aussi s'attaquer aux causes provenant de l'UE. Sinon Macron, Bayrou ou un autre continueront à obéir aux dogmes, aux normes européenne intégrées dans le Traité de Lisbonne et dans notre constitution (Article 15). Car il est clair que nous devons retrouver notre souveraineté pour décider par nous-mêmes des politiques que nous voulons pour le bien des citoyens français. Les faits sont là, palpables, mesurables : il faut nous libérer de cette Union européenne qui est le vecteur par lequel s'imposent aux peuples les politiques néolibérales.

S'attaquer aux causes profondes

La mobilisation contre le pouvoir en place ne doit pas se limiter à refuser le budget de Bayrou et à demander le départ de Macron. Elle doit aller plus loin et s'attaquer aux causes profondes de la situation. Nos revendications doivent reposer sur la remise en cause de l'organisation actuelle de la société pour en mettre en place une nouvelle, libérée de la dictature des marchés financiers, de l'UE et de ses thuriféraires. Ce ne sont plus les intérêts de quelques milliardaires qui prétendent diriger les monde qui doivent guider les politiques publiques, mais ceux de la majorité de la population. L'État doit protéger les plus faibles et servir les intérêts du peuple et ne pas être au service des oligarques. Cela signifie que la France doit retrouver sa souveraineté en matières monétaire, économique et budgétaire. Pour cela il faut se libérer de la tutelle de l'Union européenne et de l'euro, sortir de

l’Otan, du FMI et de la Banque mondiale ; il faut démanteler les marchés financiers et démondialiser !

Le 10 septembre, le Pardem appelle à participer aux initiatives qui se dérouleront dans tout le pays. Partout, les manifestants, devront s’organiser pour ouvrir les débats, coordonner les actions pour aller plus loin que la simple revendication dégagiste et ainsi faire que le 10 septembre ne soit pas qu’une simple journée de manifestation sans suite.
Le 10 septembre est un début crucial qui devra s’étendre et se renforcer au fil des jours.
L’actualité c’est le budget qu’il faut combattre, mais l’objectif est de renverser l’ordre néolibéral pour que le peuple prenne en main sa légitime souveraineté populaire et décide ! »

Notes
(1) Sur la dette, on lira avec intérêt le texte paru sur Initiative Communiste).

(2) RECOMMANDATION DU CONSEIL relative aux politiques économique, sociale, de l’emploi, structurelle et budgétaire de la France (voir le pdf ci-après)

Cliquez ici pour télécharger le PDF

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire